

Audience publique du 15 septembre 2010

Recours formé par
Monsieur ..., ...
contre un acte de l'administration des Contributions directes
en matière d'impôt sur le revenu

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 25741 du rôle et déposée le 25 mai 2009 au greffe du tribunal administratif par Monsieur ..., demeurant à L-..., portant recours contre une prétendue décision de l'administration des Contributions directes par laquelle le redressement de son bulletin d'impôt lui aurait été refusé ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 5 octobre 2009 ;

Vu les pièces versées en cause ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, Monsieur ... en ses explications, ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Claude Lick en sa plaidoirie.

En date du 11 mai 2007, Monsieur ... fit parvenir à « *l'administration des Contributions directes, section des personnes physiques, Bureau d'imposition Esch-sur-Alzette I* » un courrier de la teneur suivante :

« Sauf erreur de ma part, je voudrais vous informer que la classe d'impôt 1 mentionnée sur la copie jointe en annexe du bulletin de l'impôt sur le revenu daté du 09.05.2007 semble erronée.

En effet, comme en atteste la copie jointe en annexe de ma fiche de retenue d'impôt 2006, je devrais encore bénéficier transitoirement de la classe d'impôt 2 pour l'année 2006 (mais plus pour 2007), puisque le divorce a été prononcé le 27.01.2003.

Aussi, je vous remercie de me faire savoir si le montant de l'impôt sera recalculé ou si, dans le cas contraire, je dois procéder au paiement du solde indiqué. (...) ».

Par courrier du 15 mai 2007, le préposé du bureau d'imposition Esch-sur-Alzette I fit parvenir à Monsieur ... une réponse à son courrier précité du 11 mai 2007, libellée comme suit :

« Par la présente j'accuse réception de votre courrier du 11.05.2007 et vous soumetts pour analyse les points suivants :

Le contribuable divorcé, séparé de corps ou séparé de fait en vertu d'une dispense de la loi bénéficie d'une période transitoire de 3 années au cours de laquelle la classe d'impôt 2 lui est attribuée.

L'audience de référé par laquelle les époux sont autorisés à résider séparément (première comparution devant le juge) est décisive pour la fixation de cette période. L'année qui suit la première comparution est la première année dont le contribuable n'est plus imposé collectivement, il s'en suit que la période transitoire débute.

Étant donné que dans votre cas la première comparution fût fixée en 2002, la période transitoire commençait à courir en 2003 et la classe d'impôt 2 vous a été attribuée pour les années 2003, 2004 et 2005. Par conséquent, vous n'avez plus droit à la classe d'impôt 2 pour l'année 2006 et avez été reclassé dans la classe d'impôt 1. (...) ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 25 mai 2009, Monsieur ... fit introduire *« un recours contre une décision de l'Administration des Contributions Directes refusant un redressement de [son] bulletin d'impôt », par lequel il aurait été « rangé par erreur dans la classe d'impôt 1.0 (au lieu de 2.0) pour l'année d'imposition 2006 ».*

Le délégué du gouvernement conclut à l'irrecevabilité du recours, d'une part, au titre de l'*omisso medio*, du fait qu'aucune réclamation contre le bulletin de l'impôt sur le revenu émis au titre de l'année 2006 n'aurait été introduite auprès du directeur de l'administration des Contributions directes dans les formes et délai prévus par la loi et, d'autre part, en raison de la violation par la requête sous examen de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, du fait de ne contenir aucune indication ni quant à la décision contre laquelle le recours est dirigé ni quant aux faits et moyens invoqués à son appui.

Avant tout autre progrès en cause, et avant de pouvoir examiner quel type de recours le demandeur a pu vouloir introduire devant le tribunal administratif, en l'absence d'une quelconque indication de sa part à ce sujet, il échet de vérifier, notamment dans le cadre de l'examen de la première branche du deuxième moyen d'irrecevabilité soulevé par le délégué du gouvernement, quel est l'acte contre lequel le recours est dirigé. En effet, suivant le libellé de la requête introductive d'instance, d'ailleurs plus que succincte, le demandeur a entendu introduire *« un recours contre une décision de l'Administration des Contributions Directes refusant un redressement de [son] bulletin d'impôt, (...) pour l'année d'imposition 2006 »*, sans indiquer ni la date ni l'auteur précis de l'acte contre lequel il a ainsi entendu diriger son recours.

Sur question afférente posée par le tribunal au demandeur lors des plaidoiries, celui-ci a déclaré avoir eu l'intention de diriger son recours contentieux contre la lettre précitée du préposé

du bureau d'imposition d'Esch-sur-Alzette 1 du 15 mai 2007. Cette déclaration se trouve être corroborée non seulement par les pièces versées au dossier, mais également par les indications figurant tant dans le recours contentieux que dans le courrier précité du 15 mai 2007. Il se dégage partant de l'ensemble de ces considérations et éléments que le recours contentieux est dirigé contre le courrier précité du 15 mai 2007, de sorte qu'il a ainsi été satisfait aux exigences posées par l'article 1^{er} alinéa 2 de la loi précitée du 21 juin 1999, suivant lequel la requête introductive d'instance doit contenir « *la désignation de la décision contre laquelle le recours est dirigé* ». La première branche du deuxième moyen d'irrecevabilité soulevé par le représentant étatique est partant à écarter pour ne pas être fondée.

L'acte litigieux étant ainsi déterminé, il échet encore d'examiner si ledit acte constitue une décision administrative de nature à faire l'objet d'un recours contentieux. Il échet ainsi de vérifier si le courrier précité du 15 mai 2007 constitue, dans l'intention de l'autorité qui l'a émis, une véritable décision, à qualifier d'acte de nature à faire grief, c'est-à-dire un acte de nature à produire par lui-même des effets juridiques affectant la situation personnelle ou patrimoniale de celui à qui il a été adressé. Il est en effet important de déterminer ainsi l'éventuel élément décisionnel contenu dans l'acte contre lequel le recours contentieux est dirigé, afin de pouvoir déterminer également le type de recours contentieux qui a pu être dirigé le cas échéant contre ledit acte, l'élément décisionnel permettant en effet de déterminer la matière dans laquelle l'éventuelle décision a été rendue.

A cet égard, il échet de relever que lors de ses développements oraux lors des plaidoiries, le délégué du gouvernement a soutenu que le courrier litigieux du 15 mai 2007 ne serait pas susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux, au motif qu'il ne ferait pas grief à Monsieur

En l'absence d'explications orales de la part de Monsieur ... quant à ce nouveau moyen d'irrecevabilité soulevé par le représentant étatique lors des plaidoiries, il appartient au tribunal, au vu du caractère d'ordre public du moyen ainsi soulevé, d'examiner concrètement la teneur du courrier contre lequel le recours est dirigé.

A ce titre, il échet de relever tout d'abord que ledit courrier litigieux du 15 mai 2007 est intervenu à la suite d'un courrier adressé au bureau d'imposition par Monsieur ... en date du 11 mai 2007, par lequel ce dernier avait soumis audit bureau d'imposition une demande d'information. En effet, après avoir présenté ses développements audit bureau d'imposition par lesquels Monsieur ... avait exprimé ses doutes quant à l'exactitude de son classement dans la classe d'impôt 1 pour l'année d'imposition litigieuse 2006, il avait prié le bureau d'imposition Esch-sur-Alzette 1 de lui « *faire savoir si le montant de l'impôt sera recalculé ou si, dans le cas contraire, [il doit] procéder au paiement du solde indiqué* ». Ainsi, non seulement ledit courrier du 11 mai 2007 ne contient pas de contestation formelle quant à l'exactitude du bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 2006, du fait que Monsieur ... y avait simplement fait état de ses doutes quant à ladite exactitude, sans prendre définitivement position quant à une quelconque demande qui aurait été adressée audit bureau d'imposition, de sorte que ledit courrier du 11 mai 2007 ne saurait être considéré ni comme une demande de rectification du bulletin de l'impôt litigieux, ni comme une réclamation dirigée, erronément, au bureau d'imposition, mais Monsieur ... s'est borné dans le courrier en question à soumettre une demande d'information au bureau

d'imposition, probablement en vue de déterminer ultérieurement, au vu de la réponse à obtenir ainsi de la part dudit bureau d'imposition, quelle autre démarche il entendait entamer le cas échéant pour réagir face à un prétendu classement erroné dans la classe d'impôt 1 pour l'année d'impôt litigieuse 2006.

Le bureau d'imposition ne s'est d'ailleurs pas trompé sur le sens à attribuer au courrier précité du 11 mai 2007, du fait que par son courrier de réponse du 15 mai 2007, le préposé du bureau d'imposition réagissait en soumettant à Monsieur ... « *pour analyse* » les points exposés dans ledit courrier du 15 mai 2007. D'ailleurs, à la lecture dudit courrier du 15 mai 2007, il échet de constater que celui-ci ne contient aucun élément décisionnel de nature à faire grief à Monsieur ..., le courrier ayant en effet simplement pour objet de répondre à la demande d'information soumise au bureau d'imposition par Monsieur ... par son courrier précité du 11 mai 2007.

Il suit des développements qui précèdent que le recours contentieux sous examen est dirigé contre un acte qui n'est pas susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux du fait de ne pas constituer une véritable décision de nature à faire grief à Monsieur

Il s'ensuit que le recours sous examen est à déclarer irrecevable.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

déclare le recours irrecevable ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

Carlo Schockweiler, premier vice-président,
Martine Gillardin, vice-président,
Annick Braun, juge,

et lu à l'audience publique du 15 septembre 2010 par le premier vice-président, en présence du greffier Patricia Rego.

s.Rego

s.Schockweiler

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 17 septembre 2010
Le Greffier du Tribunal administratif